

Toute œuvre de pensée
est reçue
et insérée volontiers

Abonnement annuel: 12 Fr.

ÉDITION SUR PAPIER JAPON
IMPÉRIAL

50 Francs par an

IDJTIHAD

LIBRE EXAMEN

Revue sociale et littéraire de l'Orient et de l'Occident

(Paraissant mensuellement)

RÉDACTION

ET

ADMINISTRATION

Roseraie, 2, Genève

TÉLÉPHONE 4732

Adresse télégraphique :

IDJTIHAD, GENÈVE

1^e ANNÉE

N° 5

AVRIL 1905

NOTRE ENQUÊTE

La Grande Bretagne, germanisme, avenir de

Récemment, dans un Congrès orientaliste, un monsieur turc lut un papier prouvant que la tolération religieuse était le mot d'ordre de l'Islamisme; dans une vie populaire de Mahomet, il y a un chapitre intitulé: « pas de propagation de l'Islamisme par l'épée »; et des écrivains ingénieux ont fait de Mahomet un défenseur de la monogamie. Au point de vue de l'étude historique ces propositions sont insoutenables; mais quand une biographie est appelée dogmatique, quand les actions d'un homme sont considérées comme le modèle pour celles des autres hommes, et quand la révérence pour un nom particulier constitue la messe d'une capitale politique, il est plus important pour ce peuple que cette vie soit réellement exemplaire que fidèlement rapportée. Ce qui nous impressionne désagréablement sur les biographes anciens du prophète c'est qu'ils sont si sincères; ils produisent un portrait entièrement noir, et manquent de tirer la conclusion claire qu'une telle personne mérite peu ou ne mérite que la réprobation. Les récents biographes, qui ont appris de l'Europe ce que devait être le modèle de conduite, représentent leur prophète de la manière la plus proche de ce modèle; ils espèrent en faire le maître des vertus récemment découvertes, comme les observateurs de morale et de métaphysique de l'ancien temps ont fait de Mahomet le maître de leurs affaires. Ces efforts de l'histoire « réécrite » ne doivent pas décourager, avec les années les hommes choisissent des modèles de conduite vivants plutôt que ceux dont les traits sont défigurés par l'antiquité.

Si la transformation de l'Islamisme en un sanctuaire de pureté, de tolérance, d'originalité intellectuelle et artistique est équivalente à la destruction du système; c'en est fait de l'Islamisme; bien que fort éloignée encore de sa réalisation, elle ne s'écarte en aucune façon de la voie que l'Islamisme est du moins en train de prendre en certains endroits. Cependant le courant des événements déjoue si souvent les plus circonspectes prévisions qu'elle

peut être suggérée que comme une des nombreuses possibilités, mais probablement comme celle qui exigera le moindre effort de violence pour sa réalisation.

(Fin du discours).



Réformes en Turquie

*Sous le titre de **Souvenirs de l'exil volontaire**, notre imprimerie va prochainement achever et mettre en publicité un beau volume de 250 pages environ, de Ali Haydar Midhat Bey.*

Nous en reparlerons dans un de nos prochains numéros. L'article suivant extrait de ce volume intéressante en donnera une idée à nos lecteurs.

Peu de sujets ont autant tenté la plume d'un écrivain que les réformes à introduire en Turquie et pas un voyageur n'a regagné son pays après un voyage effectué en Orient sans avoir préconisé certains remèdes aux nombreux maux dont souffre ce pays; il va sans dire que les diplomates de professions comme ceux de circonstance ne laissent échapper aucune occasion pour placer leur petit mot sur les inconvénients de l'heure actuelle. Malheureusement les premiers comme les seconds, quoique sérieux dans leurs appréciations, ne peuvent par une raison toute naturelle, reconnaître les vraies causes de décadence de l'Empire Ottoman et leurs prescriptions même prises en considération ne seraient que des palliatifs. Imbus des idées avancées de l'Occident les uns jugent les Ottomans avec un dédain inénarrable et ne se gênent pas même d'affirmer tout haut que le Turc n'est pas apte à la civilisation; d'autres projettent un renversement totale de l'organisation actuelle... bref quot capita, tot sensus.

Or avant que d'appliquer une réforme, il faut d'abord se rendre un compte exact du mal

qu'elle est appelée à enrayer et surtout connaître le milieu dans lequel la réforme recevra son exécution; ces deux connaissances indispensables sont rarement possédées par un étranger séparé des Ottomans par sa langue, ses mœurs et sa religion. Cette tâche incombe donc de droit à un vrai Ottoman qui, en seul son titre de patriote et d'ami de la vérité, essayera d'exposer d'une manière rationnelle les principales réformes nécessaires et applicables en Turquie.

Il n'entre pas dans le cadre restreint de cette revue de faire un exposé détaillé de l'anarchie qui règne actuellement en Turquie, les exemples sont tellement nombreux et connus que ce serait se lancer dans des redites inutiles. Aucune administration n'a ses lois fixes, le caprice seul y prédomine et chacun s'ingénie à y créer un état où le plus expert ne se reconnaît plus; le fonctionnaire n'est plus à vrai dire qu'une marionnette et doit à toutes les tractions d'une ficelle connue ou cachée faire un geste ou une mimique qu'on lui commande; toute indépendance, toute initiative est fatale à celui qui non pas veut arriver, mais conserver son emploi. Un ministre intègre (?) tremble devant un simple scribe, un général devant son lieutenant; car ces deux subalternes sont des agents cachés d'une organisation ténébreuse chez laquelle tout honneur et équité sont proscrits, l'intrigue et le crime au besoin sont les occupations principales de ce Conseil des 10 qui, à Constantinople, se distingue par la profusion de ses membres et la multiplicité de ses organes. Les ministères, les administrations comme les établissements d'instruction publique sont des trompe-l'œil, car dans aucune ne se traite les affaires ressortissant de sa compétence et dans les écoles le professeur soigneusement choisi n'est pas appelé à enseigner ce qui forcément mettrait en relief les défauts du gouvernement actuel, mais plutôt a pour charge d'occuper les jeunes gens, de les classer au point de vue de leur docilité, et de les corrompre au besoin. L'entrepôt des affaires, les vrais ministres comme le vrai conseil aca-

démique se tiennent au Palais où les chambellans, les secrétaires, les chefs de la garde-robe comme le chef cafetier et même le Grand Eunuque s'improvisent diplomates, administrateurs et recteurs d'Académie. Nul besoin de connaissances spéciales et d'études préalablement faites; investis de la confiance du Khalife sont immédiatement touchés par la grâce et le miracle s'accomplit; venus on ne sait d'où, hier encore l'un servait le café comme page chez Mahmoud Nedim Pacha et l'autre courbait l'échine quand vous entriez chez son chef à la porte duquel il était de planton, l'Excellence spontanément crée, traite avec désinvolture des affaires les plus délicates de l'Etat et se fait fort de remonter aux diplomates de carrière. Est-il étonnant si tout va à la dérive? Le Sultan personnellement n'occupe le trône que parce qu'il descend de la lignée d'Osman, rien dans son éducation de prince impérial ne l'a préparé aux fonctions de souverain, il n'a eu aucun contact avec son peuple qu'il ignore et n'a jamais visité son Empire. Il n'entend et ne voit par conséquent que par les oreilles et les yeux de son entourage. D'après cet exposé on serait porté à rendre le souverain irresponsable et à rabattre toute la faute sur sa camarilla toute prépondérante, mais cet entourage n'est pas imposé au Sultan, c'est lui-même qui le choisit et surtout aux nombreux conseils donnés par des personnes impartiales et honnêtes S. M. n'a répondu depuis son avènement que par l'assassinat, l'exil et la prison. Quant à celles qui présentent le Sultan comme prisonnier de sa camarilla, il est juste de faire remarquer que le favori le plus puissant n'est qu'un jouet fragile devant le Sultan qui pour un rien le relègue dans une province éloignée ou même trouve un moyen plus expéditif dans un plongeon dans la mer de Marmara. On ne peut donc à bon escient soutenir l'irresponsabilité du souverain ni même plaider les circonstances atténuantes; tout au contraire, si Yldiz-Kiosk est devenu le rendez-vous du rebours de la Société, si les affaires de l'Etat passent par les mains rapaces de la camarilla, le Sul-

tan en est l'unique cause et le principal coupable.

Si d'un autre côté on étudie la politique extérieure de la Turquie on ne peut s'empêcher de reconnaître qu'elle n'a su profiter d'aucune occasion qui lui était offerte de récupérer son rang dans le concert européen. A-t-elle su seulement profiter de la situation que lui créait le traité de Paris? Cette incurie à qui est-elle due sinon encore à son souverain.

Nous n'avons pas l'intention de décrire ici un tableau complet de réformes, cette tâche n'incombe pas à une personne individuelle-ment, l'Assemblée nationale seule lors de sa réouverture a la qualité de discuter sur un chapitre aussi important. Néanmoins de cet état de chose deux faits incontestables sautent aux yeux, c'est la nécessité absolue de changer d'abord du tout au tout l'éducation des princes appelés à régner et surtout de substituer au régime suranné du bon plaisir, un système de gouvernement plus libéral et qui puisse convenir au peuple ottoman; car toute innovation dans les mœurs comme dans l'organisation, pour être salubre en Orient, exige d'abord que le système en vigueur ait démontré son insuffisance ou son influence mauvaise et condition capitale ne doit en aucune façon froisser les opinions religieuses des populations si variées de race et de religion.

En ce qui concerne l'éducation des princes impartiaux un pas énorme est déjà accompli; de l'usage cruel du meurtre officiel des princes jusqu'à la semi-liberté dont ils jouissent aujourd'hui le terrain gagné est notable; néanmoins, avec un peu de bonne volonté et d'initiative, l'instruction des futurs empereurs ottomans pourra égaler de celle des autres souverains; il suffirait seulement de tirer de son isolement l'héritier présomptif du trône et de l'investir de fonctions identiques à celles cumulées par les héritiers des couronnes européennes.

D'après les renseignements privés le prince Réchad Effendi, héritier présomptif du trône, Sébaheddin Effendi et quelques autres princes,

sont heureusement doués de qualités nobles qui nous rassurent et nous font espérer des règnes glorieux.

Par ce moyen simple et pratique, les futurs Khalifes ne seraient plus à leur avènement au trône aussi étrangers aux affaires de l'Etat que ceux d'aujourd'hui et leur jugement, préparé lors de leur candidature, saura démêler les vrais intérêts de l'Empire dans les intrigues des courtisans.

Si nous abordons le chapitre des réformes à introduire en Turquie, il nous faut reconnaître qu'il ne s'agit pas de faire œuvre d'érudit ou de savant et de s'ingénier à changer un programme de réformes butinées dans les institutions sociales des peuples occidentaux, ce n'est pas le manque de lois qui a causé l'anarchie régnante, mais la non-application des lois existantes, délaissées dans les casiers poussiéreux des bureaux officiels. Toutefois, hâtons-nous de le dire, l'idée enracinée dans le monde chrétien comme quoi la non-application des lois résulterait de deux raisons adéquates à l'islamisme.

1. Le despotisme du chef d'Etat consacré par la loi.

2. L'impossibilité au musulman d'envisager le chrétien comme son égal.

En ce qui regarde le premier point, l'islamisme est peut-être la religion qui s'oppose le plus au pouvoir absolu et despotique du chef d'Etat. Le Koran flétrit et condamne l'absolutisme et les premiers khalifes, observateurs fidèles de la loi ont scrupuleusement suivi les préceptes du prophète qui, d'ailleurs, étaient conformes aux habitudes séculaires des tribus arabes et qui dénotent un large esprit de libéralisme.

Un gouvernement constitutionnel serait même plus conforme aux prescriptions du Koran que l'état actuel des choses; et lors de la proclamation de la Constitution en 1876, le Cheihul-Islam qui faisait partie du Conseil des ministres a approuvé comme ses collègues l'opportunité de cette réforme. La Constitution ottomane élaborée par Midhat Pacha n'est certainement pas aussi ilibérale que celle de l'An-

gleterre, mais est amplement suffisante pour enrayer les conséquences funestes d'un souverain despotique.

Quant au second point, d'après lequel l'égalité des citoyens reconnue par la Constitution ne saurait recevoir sa stricte application, car le chrétien ne peut être assimilé au musulman devant la loi et que jamais un soldat musulman n'obéirait à son capitaine, si celui-ci était chrétien. Ces idées enracinées parmi les peuples occidentaux sont tellement fausses qu'il ne faut guère remonter bien haut pour prouver l'insanité de ces objections. L'égalité du musulman et du chrétien devant la loi est un précepte de la loi musulmane et le Khalife Omar en a donné des exemples nombreux et suggestifs; quant à la subordination du musulman au chrétien, l'exemple nous en est offert par l'obéissance et même le respect accordé dans l'armée aux médecins militaires non musulmans.

Dernièrement quelques personnes ont mis en avant l'idée d'une fédération qui comprendrait en Europe l'Albanie et la Macédoine; en Asie, l'Arménie, le Kurdistan et la Syrie. Toutes ces provinces jouiraient d'une autonomie complète intérieure et formeraient avec les autres provinces une unité politique sous le nom d'Empire Ottoman. Ce projet peut hanter le cerveau de certaines personnes plutôt portées à se remuer et de faire parler d'eux que d'agir dans un vrai but patriotique; car sans être doué du don de la prophétie et rien qu'à juger par le tableau que nous offrent aujourd'hui les pays soumis à ce système de gouvernement on ne peut s'empêcher de reconnaître que le remède, loin d'être curatif, serait même fatal. D'abord géographiquement ces provinces sont échelonnées le long des frontières de l'Empire et politiquement sont l'objet de plus d'une convoitise. Or toute autonomie faciliterait leur absorption par les Etats voisins. A regarder de près, ces pseudo-patriotes chercheraient à appliquer à la Turquie le même système de démembrement préconisé par la Russie et dont les conséquences s'appellent

aujourd'hui: la Roumanie, la Serbie, la Bulgarie...

Le système constitutionnel est le seul applicable à la Turquie et la seule planche de salut dans ce moment de détresse. Je ne chercherai à refuter ici cette idée insensée éclosée dans l'esprit de quelques antimusulmans d'après qui, les Turcs ne seraient encore mûrs pour un régime constitutionnel. Les Bulgares, les Serbes, etc... véritables serfs lors de leur sujétion à la Porte ottomane ont-ils été plus avancés que le Turc ne l'est actuellement, quand ils furent dotés d'un gouvernement constitutionnel?

L'état d'esprit actuel des Turcs ne peut être assimilé à celui qui régnait en 1878. Si à cette époque Abdul-Hamid a su, aidé de quelques courtisans mauvais patriotes, d'un seul coup dissoudre le Parlement et abroger l'institution constitutionnelle créée par Midhat Pacha, il n'en est plus de même aujourd'hui. Un changement aussi essentiel dans un état exécuté comme sur une scène de théâtre sans aucun mouvement populaire ne pouvait prendre racine, tandis qu'aujourd'hui ces idées libérales ont eu leurs martyrs, la jeunesse sacrifiée généreusement son sang et sa liberté pour ces idées nouvelles et un succès de Jeunes-Turcs dans leurs programmes, qui n'est autre que la Constitution, ne peut que faire reluire de belles journées sur cette belle terre d'Orient. Le régime actuel, par ses nombreux méfaits, contribuera énormément à l'adoption d'un système libéral; après la mort naturelle au tragique du Sultan Abdul-Hamid, qui osera soutenir la cause du pouvoir absolu? C'est ainsi que je suis amené à dire « à quelque chose malheur est bon » et à espérer fermement le retour de beaux jours.

A. HAYDAR MIDHAT.

